

Rezensionen = Comptes rendus

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse**

Band (Jahr): **26 (1932)**

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

Lortzing J. Wie ist die abendländische Kirchenspaltung entstanden?
Reformationsgeschichtliche Abhandlungen. Paderborn, Schöningh, 1929.
236 SS.

In vier « Abhandlungen » beantwortet der bekannte evangelische Pastor J. Lortzing die wichtige und viel diskutierte Frage nach der Entstehung der abendländischen Kirchenspaltung in der Reformation des XVI. Jahrhunderts.

Zum Ausgangspunkt nimmt der Verfasser die Stellung Luthers gegenüber den kirchlichen Mißbräuchen seiner Zeit und zeigt, daß Luther keine wirkliche Reform, sondern den Umsturz der alten Lehre wollte, und wie er gerade dadurch im Gegensatz stand zu den Reformationsbestrebungen kirchentreuer Männer, und wie schließlich Luthers Bruch mit der Kirche nicht wegen seiner Reformideen, sondern wegen hartnäckiger Häresie erfolgte (S. 13-43).

Daran anschließend, behandeln die beiden folgenden Abhandlungen (S. 48-203) die Hauptfrage, nämlich Luthers Lehre, und zwar gruppiert er das Lehrsystem Luthers um die beiden grundlegenden Fragen über die Rechtfertigung und über die Gnade. — Luther hatte seine Lehre nicht der Heiligen Schrift, nicht der Scholastik entnehmen können, sondern vor allem seinem persönlichen Erleben, wobei aber besondere Einflüsse des Nominalismus unverkennbar sind. — Auf Grund seiner Lehre von der passiven Gerechtigkeit entwickelt Luther dann konsequent die weiteren Lehrpunkte, besonders die Gnadenlehre.

Der inneren Lösung Luthers von der Lehre der Kirche folgte der volle äußere Bruch mit derselben und damit die Entstehung der Kirchenspaltung (S. 204-236). Hier gibt der Verfasser übersichtlich und klar die Geschichte der Entstehung der Spaltung, schließt mit einem zusammenfassenden Urteil über Luther und den Protestantismus und mit dem Wunsche der Rückkehr zur alten Kirche.

Es ist gewiß ungemein interessant, wie hier ein Protestant über die Reformation urteilt und es darf das Studium dieser Schrift allen empfohlen werden. Lortzing bringt keine neuen Resultate, seine Thesen decken sich mit den gründlichen Forschungen Denifle's, der zwar nicht zitiert wird; aber Lortzing versteht es ausgezeichnet, das Lehrsystem Luthers, seine Entstehung und seine Folgen ungemein klar und leichtverständlich darzustellen und setzt sich dabei in überaus gründlicher und scharfer Polemik mit protestantischen Autoren auseinander, besonders mit Professor Karl Heim und dessen Buch: « Das Wesen des evangelischen Christentums »; dabei erweist sich Lortzing als einen gründlichen Kenner, vor allem der Werke Luthers selbst, aus denen er in erster Linie seine Beweise nimmt;

dieses gründliche Studium der Werke Luthers führte Lortzing zur Erkenntnis, daß die « Voraussetzungen, unter denen die Trennung erfolgte, unrichtige gewesen sind, weil Luther sich und andere getäuscht hat, wenn er das reine Urchristentum wiederhergestellt zu haben glaubte, und weil er deshalb Unrecht getan hat, wenn er die Kirche, in der er aufgewachsen war, verwarf. Oder um es noch deutlicher zu sagen : Ich hatte die Überzeugung gewonnen, einem 400-jährigen Irrweg auf die Spur gekommen zu sein, deren Aufdeckung mir als Lebenszweck erschien » (S. 9).

P. M. Knar O. P.

L. v. Pastor. Geschichte der Päpste, XIV. Band : Geschichte der Päpste im Zeitalter des fürstlichen Absolutismus von der Wahl Innozenz' X. bis zum Tode Innozenz' XII. (1644-1700) I.-7. Aufl. II. Abt. : Innozenz XI., Alexander VIII., Innozenz XII. (1676-1700) (XXXVI u. S. 667-1226) Herder, 1930, 16 Mk. ; reliure toile : 20 Mk.

Clément X étant mort à un âge avancé — 86 ans — il y avait longtemps déjà qu'on parlait de sa succession. Le conclave s'ouvrit au début du mois d'août 1676. Il était dominé par la France, qui en voulait au Pape défunt et à ses cardinaux, spécialement au cardinal-neveu, Altieri. Odescalchi obtint, dès les premiers jours, quelques voix ; mais, comme il était né à Côme, alors terre espagnole, il n'était pas agréé par la France. Consulté pendant le conclave, qui dura un mois et demi, Louis XIV finit par accepter cette candidature, et, le lendemain de la remise de sa lettre, soit le 21 septembre, Odescalchi était élu à une forte majorité. Il accepta, non sans hésitation, et il fit immédiatement confirmer par les cardinaux un programme de réformes qu'il leur avait fait approuver alors qu'il ne s'attendait aucunement à recevoir la tiare.

Cardinal à 34 ans, Innocent XI avait été évêque de Novare pendant quelques années. Il était réputé à Rome pour sa piété et sa générosité envers les pauvres. A son couronnement, qu'il voulut modeste, au lieu de jeter de la monnaie à la foule, il fit distribuer des aumônes dans les paroisses. Il poussa la simplicité jusqu'à utiliser les vêtements, trop petits pour lui, de ses prédécesseurs, et il porta dix ans de suite la même soutane blanche. Non seulement on ne le vit jamais à Castel-Gandolfo, mais il ne descendait même pas dans les jardins soit du Quirinal, soit du Vatican.

Méfiant par nature, il ne prenait guère conseil. Peu au courant de la politique européenne, lui qui n'était jamais sorti d'Italie, et connaissant assez mal les hommes, en ascète étranger au monde qu'il était, il lui arriva plus d'une fois de se laisser induire en erreur. Scrupuleux par tempérament, il ne se décidait que lentement, mais irrévocablement. Surtout, il n'y eut chez lui aucun népotisme. Au début, son neveu venait le voir tous les jours, mais le pape l'invitait à... réciter avec lui le chapelet. C'est Innocent XI qui a créé la Secrétairerie d'Etat telle qu'elle existe encore aujourd'hui, appelant à ces fonctions non plus un parent, mais un personnage particulièrement qualifié. Celui qui fut choisi, le cardinal Cibo, baissa, il est vrai, peu à peu dans l'estime du Souverain Pontife, parce qu'il se laissa trop influencer par la France, dont il recevait plusieurs pensions.

Innocent XI fut un réformateur sévère, qui voulait imiter Adrien VI. Il réagit contre le luxe, qui avait considérablement augmenté depuis Urbain VIII. Il lutta contre les modes indécentes. Il prit à l'égard des couvents des mesures énergiques, descendant même trop jusque dans les détails. Il eut, dans certaines de ses initiatives, la main un peu lourde, et l'on peut trouver étroite telle de ses décisions, celle par exemple qui interdisait à ses représentants d'avoir, dans les congrès, des rapports quelconques avec les Réformés ; elle est du moins contraire à la ligne de conduite que le Saint-Siège traçait, en 1665, au nonce Baldeschi partant pour la Suisse, instructions que Pastor publie, en appendice, dans le présent volume (pp. 1175-78).

L'unique politique d'Innocent XI était d'établir l'entente parmi les nations européennes, afin de pouvoir, par leurs efforts réunis, conjurer le péril turc. Ses démarches finirent par être couronnées de succès. Il s'ingénia ensuite à trouver de l'argent. Il commença par introduire dans ses Etats pontificaux de très sérieuses mesures d'économie, ce qui lui permit de donner lui-même largement. Il fit ensuite appel à la charité de tous, spécialement des couvents. En Suisse, les abbayes bénédictines ne répondirent qu'assez mal. Ce furent les Cisterciens d'Hauterive, l'un des monastères les moins riches, qui se montrèrent le plus généreux. Plus tard, l'évêque de Bâle donna 12,000 florins, l'abbé de Saint-Gall 6,000 et le canton de Fribourg 3,000. Le capucin Marc d'Aviano — ainsi que le rappelait, dans le dernier numéro de cette revue, le compte rendu consacré à sa récente biographie — fut envoyé comme légat auprès de l'armée chrétienne. Enfin, en septembre 1683, grâce aux efforts de Charles de Lorraine, de Starhemberg et de Jean Sobieski, roi de Pologne, auquel avait été attribué, nominalelement, le commandement en chef, les Turcs furent mis en fuite. Vienne était délivrée. Le butin fut immense, et non moins grande la joie : à Vienne, où Abraham de Sancta Clara fut le principal interprète de cette reconnaissance, et à Rome, où le Pape, en souvenir de cette victoire, fixa au dimanche qui suivait la Nativité de la Vierge la fête du Saint Nom de Marie.

Le Pape souhaitait que l'on poursuivît ces succès. Il offrit même à Louis XIV la couronne de l'Orient, qui lui serait donnée après la prise de Constantinople. En réalité, le roi de France n'était qu'à demi enchanté des résultats de cette campagne : elle avait, à ses yeux, le tort de grandir l'Autriche, alors qu'il aurait été, au fond, plus heureux de la voir s'user dans cette lutte contre le Croissant. L'attitude de Sobieski, d'autre part, donna lieu, dans la suite, à plus d'une déception. C'est aux Impériaux principalement que revient le mérite des succès qui suivirent. Le 2 septembre 1686, après un siège fort dur, la ville de Bude, qui était occupée par les Musulmans depuis 145 ans, était enfin reconquise, et le Pape, en souvenir de cette heureuse délivrance, fixa au 2 septembre la fête de saint Etienne, roi de Hongrie.

En septembre 1688, Belgrade tombait à son tour : l'avance des Turcs, cette terreur séculaire de l'Occident, cette cause de continuelles préoccupations pour les papes, était enfin définitivement brisée et démentie la légende qui faisait passer les Ottomans pour invincibles.

C'était sous le pontificat de Clément X que Louis XIV avait étendu à son profit le droit de régale. Averti par le Nonce, le Pape, fort âgé, n'avait pas protesté, ou du moins que trop tard, et l'on put assister au spectacle assez inattendu de deux évêques jansénistes, Pavillon et Caulet, implorant dans cette affaire l'intervention du Saint-Siège. Innocent XI répondit à leur appel, et c'est ce qui le fit passer, bien à tort, pour un ami des Jansénistes, de même que sa résistance à Louis XIV lui valut le reproche d'avoir été l'adversaire de la France. Louis XIV, dans ce conflit, se montra courtois dans les termes, mais tenace pour le fond. Il cherchait, semble-t-il, à faire traîner les choses en longueur jusqu'à l'arrivée d'un nouveau pontife. Innocent XI fit preuve de non moins de fermeté, mais ne ménagea point ses termes. Il alla jusqu'à rappeler à Louis XIV que les rois de France qui avaient usurpé en matière de collation des bénéfices, avaient été privés de postérité. Louis XIV, peu habitué à entendre autour de lui un langage qui ne fût point flatteur, fut très vexé de cette allusion. Après avoir consulté, en 1681, l'archevêque de Paris, Harlay, et 52 évêques qui séjournaient à la cour, malgré l'obligation de la résidence que leur imposait le concile de Trente, il convoqua pour l'année suivante une réunion extraordinaire du clergé français, la célèbre assemblée de 1682. On était loin d'y avoir réuni tout l'épiscopat, puisque, sur 120 évêchés que comptait alors la France, seuls furent appelés 34 archevêques et évêques, auxquels on avait, par contre, adjoint 37 représentants du clergé inférieur, leur laissant entrevoir, comme récompense future, un évêché ou une abbaye. Bossuet, encore jeune, célèbre déjà pour son éloquence, mais plutôt timide et du moins tout dévoué au Roi, sans être cependant aussi gallican que certains de ses collègues dans l'épiscopat, fut invité à prendre part à la réunion. On sait le rôle qu'il y joua. Il aurait voulu qu'on s'en tint à la première des quatre fameuses propositions, celle qui traitait du droit de régale, la seule qui fût prévue aux tractanda et la seule aussi qui répondît au but de ces assemblées du clergé, qui s'occupaient avant tout de questions temporelles. On passa outre, discutant, pour les circonscrire, des droits spirituels du Souverain Pontife : d'où les trois autres articles de l'assemblée de 1682. Innocent XI, dès qu'il en eut connaissance, répondit par un bref énergique. Il l'expédia, afin d'être plus sûr qu'il parvînt à destination, à la fois par Venise et par Bruxelles, et il donna l'ordre au Nonce d'en répandre des exemplaires à Paris. Ce fut un soulagement pour les fidèles et même pour la Reine qui voyait de mauvais œil les quatre articles.

Le Pape, cependant, désirait un apaisement, en vue de ses projets contre les Turcs. De son côté, Louis XIV lui offrit — ainsi l'affirme du moins le confesseur du roi, le P. de La Chaize — de s'emparer de Genève, boulevard du calvinisme, proposition qui fut loin de déplaire à Innocent XI. C'est ici, en 1685, que se place la révocation de l'édit de Nantes. On sait que, en France, de la part des catholiques, la mesure fut accueillie avec un enthousiasme unanime. Le Pape, lui aussi, s'en réjouit, puisque c'était un succès remporté sur l'hérésie ; mais il n'était pas sans voir les inconvénients — Christine de Suède les soulignait d'ailleurs devant lui — que cette décision allait susciter dans d'autres pays, notamment pour les catho-

liques d'Angleterre. Il désavoua les conversions forcées et appuya les évêques qui avaient fait entendre des protestations analogues, accordant en particulier la pourpre à l'archevêque de Grenoble, Mgr le Camus, tombé en disgrâce auprès du roi pour avoir osé blâmé certains moyens de pression. Louis XIV n'en espérait pas moins que, en retour de la révocation de l'édit de Nantes, le Pape ferait des concessions quant au droit de régale ; mais Innocent XI persista à refuser l'institution canonique aux évêques choisis parmi les représentants du bas clergé qui avaient siégé en 1682 : il ne voulait pas accepter comme évêques des ecclésiastiques suspects d'hérésie. En 1687, il alla même jusqu'à lancer contre eux l'excommunication, affirme le P. Dubruel, dont Pastor cite et utilise les travaux, mais sans parler de cette suprême mesure.

En cette même année 1687, un nouveau conflit éclata entre Louis XIV et le Pape, au sujet de l'exterritorialité dont, à Rome, la France en particulier abusait. Innocent XI tint bon. Il finit même par déclarer excommuniés Louis XIV et son ambassadeur — on ne l'a su que récemment, car la mesure ne fut pas publiée — et par jeter l'interdit sur Saint-Louis-des-Français. Il rappela ensuite le Nonce de Paris ; mais le roi le garda comme otage, plaçant auprès de lui un surveillant à demeure, après quoi il en appela au concile général et il enleva au Souverain Pontife Avignon et le Comtat Venaissin.

Peu à peu, les choses se calmèrent et le Nonce put rentrer ; mais Innocent XI, à cette date, avait quitté ce monde. Quelques mois avant lui était morte Christine de Suède, qui n'avait pas dissimulé au Pape sa désapprobation au sujet de cette dernière affaire. Elle avait demandé à être enterrée simplement. Tous les cardinaux, néanmoins, assistèrent à ses funérailles et le Pape la fit ensevelir à Saint-Pierre, où une seule femme avait été enterrée jusque-là : Mathilde de Toscane.

Malade depuis plusieurs années, le Pape, les derniers temps, ne voulut plus s'occuper des affaires de l'Eglise et songea uniquement à son âme. Il mourut à 78 ans, le 12 août 1689. Lors du transfert de son corps du Quirinal à Saint-Pierre, l'affluence fut extraordinaire, et les Romains qui, de son vivant, l'avaient trouvé trop rigide, pleuraient maintenant un pontife qu'ils regardaient au fond comme un saint. On parlait déjà de miracles opérés par le défunt : la cause de sa béatification fut même commencée, puis suspendue devant l'opposition de la France.

Après avoir consacré les trois quarts du volume à Innocent XI, Pastor n'a que quelques pages sur le Pontificat très court d'Alexandre VIII, soit du Vénitien Ottoboni, cardinal fort digne et qui fut nommé à l'unanimité. Malgré ses 79 ans, il était encore vaillant. Il voulut de belles fêtes de couronnement et, rapportant les mesures de son prédécesseur, il rétablit le carnaval et autorisa de nouveau l'opéra. Il accordait volontiers des faveurs ; il diminua les impôts. Contrairement à Innocent XI, il se montrait assez fréquemment. Il n'en fallut pas davantage pour le rendre très populaire. Lui-même aimait les siens ; il les aima même beaucoup trop : son pontificat vit reflourir en plein le népotisme ; et ses neveux, profitant de la situation et savourant la joie de vivre, coûtèrent à leur oncle des sommes énormes.

Alexandre VIII régnait cependant par lui-même. Malgré son âge, il fut un grand travailleur. Il se brouilla avec la cour de Vienne. Très accommodant par contre avec la France, il désirait y rétablir, par toutes les concessions possibles, la paix religieuse. Il se heurta malheureusement aux exigences toujours grandissantes de Louis XIV. Il essaya, faisant intervenir M^{me} de Maintenon, d'arranger l'affaire des articles de 1682, mais inutilement, de telle sorte que, peu avant de mourir, il publia un bref, rédigé déjà depuis plusieurs mois, qui cassait comme illégales — sans discuter de la doctrine qui s'y exprimait — les déclarations gallicanes. Il mourut le 1^{er} février 1691, à 81 ans, après un règne de quinze mois.

Le conclave qui s'ouvrit le 12 février 1691 — le plus long de tous ceux qui ont eu lieu depuis 1305 — ne se termina que le 12 juillet. Des troubles ayant éclaté à Rome et la chaleur devenant insupportable, la France finit par céder, mais non pas les zelanti, soit le parti des cardinaux qui, faisant abstraction de toute politique, voulaient un Pape qui fût avant tout homme d'Eglise. C'est le napolitain Signatelli qui fut nommé et qui prit le nom d'Innocent XII. Il avait été nonce à Florence, puis à Vienne. Tombé plus ou moins en disgrâce auprès du secrétaire d'Etat de Clément X, il avait été nommé évêque de Lucques. Rappelé en 1673, il fut très apprécié par Innocent XI, qui le créa cardinal et le nomma ensuite archevêque de Naples.

Le nouveau Pape avait 76 ans. Très simple, économe, il reprit, à l'exemple d'Innocent XI qu'il suivit comme son modèle, la lutte contre le théâtre. Il fut également généreux pour les pauvres : le palais du Latran, qu'Innocent XI avait fait transformer par Le Bernin en asile pour les pauvres, finit par abriter, sous Innocent XII, 5000 hommes, femmes et orphelins. Lui aussi n'accorda aucune faveur à sa parenté, d'ailleurs peu nombreuse. Son règne marque même la fin définitive du népotisme : il publia, en 1692, une bulle qui devait être lue à chaque conclave et qui interdisait au Pape de donner à ses proches une place lucrative quelconque.

Assez personnel, il accordait, d'abord tous les huit jours, puis toutes les deux semaines, une audience publique à laquelle chacun pouvait apporter ses doléances. Il abaissa considérablement les sommes qu'il fallait payer pour obtenir certaines places de la Curie. Il exigea des prêtres résidant à Rome deux retraites par an et une, à faire chez les Prêtres de la mission, de la part de tous les ordinands. S'il fut le dernier Pape qui ait porté la barbe — depuis Jules II, à l'exception de Léon X et d'Adrien VI, ils l'avaient tous gardée — il interdit par contre aux ecclésiastiques l'usage de la perruque, ce qui fit dire aux mauvaises langues qu'il réformait l'Eglise *in capite et in membris*.

Un arrangement intervint enfin avec la France. Louis XIV ne cédait pas dans la question de la régale, ni même en somme au sujet des articles de 1682 ; mais il renonçait à en prescrire l'enseignement dans les séminaires, et il autorisait les évêques qui attendaient encore de Rome leur institution, à la demander au Pape, dans des termes qui contenaient une rétractation au moins implicite de leurs théories gallicanes.

C'est sous Innocent XII qu'eut lieu la célèbre controverse entre le bollandiste Papebroch et les Carmes, au sujet du rôle que ceux-ci prêtaient

au prophète Elie dans la fondation de leur Ordre. L'Inquisition espagnole mit à l'index les 14 volumes des *Acta Sanctorum* publiés par Papebroch. Rome, par contre, se contenta d'imposer silence aux deux partis. Une autre controverse qui fut également étouffée est celle qui mit aux prises Bossuet, entre autres, avec le cardinal Célestin Sfondrati (à la table des personnes, celui-ci figure, à tort, avec le prénom de Paul), ancien abbé de St-Gall, qui avait écrit sur la prédestination. En France, après l'accalmie dont ils bénéficièrent au début du pontificat d'Innocent XI, les Jansénistes portaient surtout leurs coups contre la morale des Jésuites et le Probabilisme. Arnauld s'était enfui en Flandre, puis en Hollande et enfin à Bruxelles, où il mourut en 1694. Dans les Pays-Bas également, se dessinaient les débuts du schisme d'Utrecht.

Enfin et surtout, c'est sous le pontificat d'Innocent XII que se termine, en France, l'affaire du Quiétisme. Le mouvement avait commencé en Italie, sous forme de petits conventicules prêchant la passivité vis-à-vis de la grâce et la résignation, si Dieu la refusait, et déjà les adeptes de ces doctrines aboutissaient à la conclusion immorale de l'indifférence des actes extérieurs. Molinos, demeuré à Rome, après l'échec de la béatification qu'il était venu solliciter, et devenu un confesseur très apprécié dans les milieux ecclésiastiques de la Ville éternelle, soutenait, dans ses lettres de direction, des idées analogues. L'oratorien Petrucci, sans être un disciple de Molinos, présentait avec lui une parenté de vues. Innocent XI, qui n'était pas très versé en théologie, se laissa facilement convaincre par ceux qui appuyaient Molinos. L'attaque partit des Jésuites et spécialement du célèbre P. Segneri, mais qui ne réussit, pour l'instant, qu'à se faire mettre à l'index. On finit cependant par prouver que Molinos avait péché, et gravement. Le Pape, qui l'estimait, ne se décida pas immédiatement à changer d'avis, de même qu'il soutint le cardinal Petrucci et adoucit son procès. Molinos fut enfin incarcéré et, malgré ses protestations d'innocence et ses tentatives de chantage, condamné à la prison perpétuelle.

En France, où le succès des idées quiétistes s'explique un peu par réaction contre la sécheresse des doctrines jansénistes, M^{me} de Guyon et son directeur, le P. Lacombe, Barnabite, soutenaient des principes pareils à ceux de Molinos et aboutissaient aux mêmes conséquences. Le P. Lacombe fut enfermé à la Bastille et M^{me} Guyon surveillée dans un couvent. Relâchée, elle gagna à ses vues M^{me} de Maintenon et surtout Fénelon. On connaît la violente controverse qui éclata alors entre Bossuet et l'évêque de Cambrai et l'habileté dont fit preuve ce dernier, en face du gallicanisme de son adversaire, en soumettant au Saint-Siège son « Explication des maximes des saints ». Rome finit par condamner 23 propositions de Fénelon, comme entachées de quiétisme. Il se soumit sans réserve : montant en chaire le jour où il apprit sa condamnation, il prêcha sur l'obéissance qu'on doit à l'Eglise et, par un mandement, annonça à son diocèse sa propre soumission. A un janséniste qui s'offrait à prendre sa défense, Fénelon répondit : J'aimerais mieux mourir que de soutenir un livre que je rejette du fond de mon cœur, par soumission au Saint-Siège, et il écrira, bien plus tard, à Clément XI qui, comme cardinal, était l'un de ceux qui

l'avaient condamné : Ce n'est pas moi qui, à la manière janséniste, aurais voulu distinguer entre le droit et le fait.

Nous avons analysé longuement ce volume de Pastor, étant donné que l'auteur y examine une série de problèmes demeurés toujours vivants, et sur lesquels il y avait intérêt à connaître l'opinion du célèbre historien. Comme d'habitude, son exposé se caractérise par une abondance de détails que l'on peut même parfois trouver excessive et une richesse de références devant laquelle on reste confondu. Il ne donne pas à la légère, de l'action des papes, une explication désobligeante, comme le font souvent nos adversaires, car il n'omet jamais de rappeler les considérations d'ensemble que le Souverain Pontife ne peut pas perdre de vue ; mais cela ne l'empêche pas de reconnaître, lorsqu'il le faut, les côtés faibles des papes dont il raconte l'histoire. Dans l'appréciation qu'il porte sur la politique du XVII^me siècle, on sent évidemment percer la nationalité de l'auteur : comme de coutume encore, des réserves ont été formulées par des historiens français, Pastor continuant à se montrer sévère pour Louis XIV (Bihlmeyer lui-même le reconnaît, *Theol. Quartalschrift*, 1931, p. 247). Encore, convient-il de rappeler qu'il n'avait pas à envisager sous toutes ses faces le règne du Roi-Soleil, mais à nous exposer simplement ses relations avec la Papauté et sa politique religieuse, politique dont il sera difficile de nier qu'elle n'ait été dirigée par un orgueil, une ambition et un absolutisme qui lui ont suggéré des mesures et des alliances que, du point de vue catholique, on ne peut que vivement déplorer.

L. Wæber.

Jos. Fridolin Bucher. Das Reich des Gottmenschen. Kath. Kirchengeschichte für Haus und Schule. 3 Bände, Imensee 1925, 1927, 1930-Gr. HL.

Dieses Werk ist trotz mancher Mängel aufrichtig zu begrüßen, weil es eine neue Art, die Kirchengeschichte zu sehen, darstellt. Einmal wird für den knappen Raum die allgemeine Geschichte stark einbezogen, und vor allem wird der Hauptton auf das Walten des Heiligen Geistes in der Kirche gelegt. Das wird freilich weniger in der inneren Entfaltung und steigenden Entwicklung gezeigt als in der äußeren Ausbreitung und in der Wirksamkeit der Heiligen. An die kurze Schilderung des äußeren Verlaufs der Kirchengeschichte reiht sich in anderem Schriftsatz eine Reihe ausführlicher Biographien von großen Männern der entsprechenden Epoche. Dadurch sind besonders die beiden letzten Bände sehr ansprechend geworden. Glücklicherweise ist die Einteilung in übersichtliche Zeitalter. Richtig beginnt der Verfasser die kirchliche Neuzeit mit der Reform *in der* Kirche, statt mit dem Abfall von ihr, wie noch vielfach gedankenlos geschieht. Das Menschliche wird nicht verschwiegen und vertuscht, aber es dient als Schatten für das Licht. Folgenden Satz sollen viele Schweizer Katholiken, die noch immer unter dem geistigen Einfluß des weiland allmächtigen Liberalismus stehen, einmal überdenken : « Begreiflich, daß der Orden der Jesuiten bei den Papst- und Kirchenfeinden bestverhaßt und verdächtigt wurde, und doch bestand der beispiellose Erfolg hauptsächlich in den vielen heiligen und heiligmäßigen

Männern, die der Orden sein eigen nannte und in den Dienst der Sache Gottes stellte » (2, 186). Die Ausstattung ist nach dem Schulbücher-Geschmack vor 30 Jahren. Als verbesserungsbedürftig, teils formell, teils inhaltlich, fiel mir auf: *B. 1*: S. VIII, X, XVI, 21, 40, 41, 43, 52, 75, 80, 84, 95, 101, 105, 108, 113, 123, 142, 143, 151, 153, 154, 161, 166, 167, 174, *B. 2*: 2, 3, 5, 13, 20, 35, 43, 90, 91, 97, 102, 106, 110, 116, 117, 119, 122, 125, 176, 190, 207, 248, 248, 250, 258. *B. 3*: 6, 19, 23, 37, 44, 49, 50, 52, 53, 69, 102, 104, 110, 112, 127, 133, 154, 164, 166, 167, 190, 194, 241, 242, 253, 255, 266.

P. Bruno Wilhelm, Sarnen.

Heussi, Dr. Karl. Kompendium der Kirchengeschichte. 7. durchgesehene Auflage. XII-510 SS. Tübingen, Mohr, 1930.

Heussis « Kompendium der Kirchengeschichte », das bereits in 7. Auflage vorliegt, ist als Studentenbuch gedacht und wird als solches den protestantischen Theologiestudenten gewiß gute Dienste leisten. Übersichtliche, klare Darstellung, kurze Herausarbeitung der inneren Zusammenhänge sind seine Vorzüge. Der ganze Stoff ist in neun Abschnitte gegliedert, die aber doch auch Rücksicht nehmen auf die gebräuchliche Einteilung in Altertum, Mittelalter und neuere Zeit; im neunten Abschnitte kommt auch noch die Zeit seit dem Weltkriege zur Darstellung.

Konsequent ist bei der ganzen Darstellung, entsprechend dem Zwecke des Handbuches, der protestantische Standpunkt durchgeführt; man findet zwar bei manchen Fragen ein lobenswertes Streben nach Objektivität, allein der protestantische Standpunkt wird scharf hervorgekehrt. Darnach richten sich auch die Literaturangaben; es werden auch katholische Autoren zitiert, ohne indessen deren Resultate stark zu berücksichtigen; und der Verfasser erklärt auch, daß « Gebiete, die dem evangelischen Theologen ferner liegen, weniger ausführlich bedacht worden » sind. Protestantische Autoren dagegen werden anders ausgenützt, auch bei Angaben, bei denen man mehr als ein Fragezeichen machen muß! Z. B. für die Inquisition ist natürlich Lea die Hauptquelle, besonders auch für die spanische Inquisition (cf. S. 231); hier hätte den Verfasser das ausgezeichnete Werk des Protestanten Dr. Ernst Schäfer: « Beiträge zur Geschichte des spanischen Protestantismus und der Inquisition im XVI. Jahrhundert », 3 Bände, eines Besseren belehren können. — Bezeichnend ist auch die Bemerkung über Albrecht Dürer, er sei « in seiner letzten Periode ein Freund der lutherischen Reformation » gewesen; und dann nennt der Verfasser als Hauptwerk Dürers die « 4 Apostel » wohl auch deswegen, weil man gerade in dieses Werk die Hinneigung Dürers zur Reformation hinein interpretieren wollte. —

Heussis Kompendium wird also in erster Linie den protestantischen Theologen dienen, bei denen es sich auch bisher durchgesetzt hat; aber auch diesen könnte es sicher nicht schaden, wenn sie eingehender und objektiver die katholischen Autoren und ihre Anschauungen kennen lernen würden!

P. M. Knar O. P.

Arthur Piaget et Gabrielle Berthoud, Le Livre des martyrs de Jean Crespin, Neuchâtel, Secrétariat de l'Université, 1930, 269 p.

Jean Crespin était un avocat d'Arras que ses attaches avec la Réforme obligèrent de quitter son pays. Il se réfugia à Strasbourg d'abord, puis à Genève, où il publia, en 1554, son *Livre des martyrs*, soit un récit des supplices et de la mort violente infligés par les catholiques aux calvinistes français principalement. Crespin compléta dans la suite son ouvrage. Il en publia presque chaque année une édition nouvelle, sous des titres divers, pour cette raison, entre autres, que le Conseil de Genève avait blâmé comme trop catholiques les termes de « martyr » et « saint » qui figuraient à la première page et dans le corps du volume. Il y ajouta peu à peu le récit de tourments endurés par des hérétiques d'autres pays, ou mis à mort pour des raisons plus politiques que religieuses, des épisodes des guerres de religion, des tracts exposant la doctrine réformée et des opuscules de polémique contre les catholiques. Le petit volume de 1554 finit, de la sorte, par devenir un gros in-folio de plus de 1700 pages, et la dernière édition, parue à Toulouse en 1887-89, ne compte pas moins de trois volumes. (« La Cause » a fait paraître à Neuilly, en 1930, 52 notices empruntées au livre de Jean Crespin, sous ce titre : *Le livre des martyrs, Extraits du martyrologe protestant de Jean Crespin*, 372 pages.)

Sous la direction de M. le professeur Piaget, le Séminaire d'histoire de la Réformation à la faculté de théologie de l'Université de Neuchâtel choisit, en 1929, comme thème de ses recherches, le livre de Jean Crespin, et ces travaux ont été, à l'occasion du quatrième centenaire de l'introduction de la Réforme à Neuchâtel, réunis en volume par M. Piaget et par M^{lle} Gabrielle Berthoud, licenciée ès lettres. On y étudie le contenu et l'histoire du *Livre des martyrs*, les publications que les catholiques de l'époque lui ont opposées ; on nous donne des renseignements biographiques sur quelques réformés français réfugiés à Neuchâtel et qui furent brûlés ou noyés une fois rentrés dans leur pays ; enfin, dans un chapitre intitulé « martyrs et supplices », le plus long de tout l'ouvrage, les auteurs ont groupé, les complétant en note par des renseignements puisés à d'autres sources, les données de l'ouvrage de Jean Crespin permettant de répondre à certaines questions que, tout naturellement, on se pose au sujet des « martyrs de la Réforme » : leur âge, leur condition intellectuelle et sociale, les supplices et le genre de mort qui leur ont été infligés, etc.

Ces dernières pages renferment des choses atroces. Elles prouvent que, au XVI^{me} siècle, sans distinction de pays et de confession, on était extrêmement cruel. Comme M. Piaget le fait remarquer au sujet des spectateurs qui assistaient à ces supplices, « la renaissance des lettres n'avait pas affiné la sensibilité, et la cruauté était restée la même qu'aux siècles précédents. Aller voir brûler un homme, enterrer vive une femme, était chose naturelle et même divertissante » (p. 208 ; c'est une impression analogue, soit dit en passant, qui se dégage des planches de la chronique de Diebold Schilling que vient de publier, si splendidement, la ville de Lucerne, à l'occasion du sixième centenaire de son entrée dans la Confédération).

Le ton du volume est celui qu'on attend d'une œuvre historique. On n'y trouvera pas trace de polémique proprement dite. On a eu l'habileté, là où une appréciation semblait désirable, de passer la plume à Crespin : de là ces petites phrases entre guillemets dont le livre est émaillé, et qui permettaient aux auteurs de s'abriter derrière leur rôle de simple rapporteurs. On devine cependant, notamment dans la préface, qu'ils n'ont pas mené à bout cette étude sans avoir été émus, et même irrités contre les bourreaux des victimes protestantes. A plus forte raison, ce sera aussi le sentiment des lecteurs de ce volume, qui pourra servir de réquisitoire contre les catholiques et d'arsenal où iront puiser, un jour ou l'autre, ceux qui voudront parler de leur intolérance. On sait cependant — on l'a répété assez souvent — que si les réformés ont été persécutés en France, les catholiques l'ont été non moins, ou plutôt davantage, en Angleterre et dans les Pays-Bas. On sait par contre moins qu'ils l'ont été tout autant en France. M. Imbart de la Tour estime à 400 au plus les protestants qui, de 1525 à 1559, y furent mis à mort, tandis qu'il y eut, dit-il, davantage de catholiques qui, à la faveur d'une émeute ou d'un guet-apens, tombèrent sous les coups de leurs adversaires. Qu'il suffise de rappeler les massacres que fit commettre, dans le Béarn, Jeanne d'Albret, les tueries de Saint-Gilles en 1562, celle de la Michelade, celle du 29 septembre 1569 à Nîmes, où furent massacrés, pendant sept heures consécutives, des catholiques enfermés dans les souterrains d'une église. Les réformés entendaient faire reconnaître leur droit à l'existence dans les pays demeurés fidèles au Pape, mais ils ne toléraient pas les catholiques à leurs côtés là où ils étaient les maîtres. Comme l'a dit Mgr Baudrillart, « tout en poussant très loin l'art de se faire passer pour des victimes, ils furent les instigateurs de toutes les violences » et surtout ils ne restèrent pas en arrière en fait de cruauté : on les vit exercer sur des femmes et des enfants d'atroces représailles, verser de l'huile bouillante sur le corps ou dans la bouche de leurs victimes, les écarteler vivantes, en attacher d'autres à la queue des chevaux ou à des poutres enduites de soufre auquel on mettait le feu, jeter vivantes des religieuses dans des fosses infectes, enrouler, à Saint-Macaire en Gascogne, les entrailles des prêtres autour de bâtons, remplir le ventre de leurs victimes d'avoine que l'on faisait manger par des bêtes, alors que ces malheureux respiraient encore, et en se riant de leurs derniers spasmes. Parce que ces abominations n'ont pas été décrétées par un tribunal, elles ont naturellement passé plus inaperçues ; mais, si les historiens les connaissent, il eût été équitable, à l'adresse des simples lecteurs qui les ignorent, et qui s'imagineront que ces cruautés ont été le propre des catholiques, de mettre, dans l'introduction, les choses brièvement au point. On aurait pu ajouter, du moment que, pour célébrer le quatrième centenaire de la Réformation neuchâteloise, on était allé chercher hors de nos frontières le thème de cette dissertation, que, chez nous, les condamnations à mort portées, du fait de leurs seules convictions religieuses, soit contre les protestants, soit contre les catholiques, étaient, en somme, demeurées heureusement inconnues. On s'était contenté — on sait de quel côté — d'exercer une pression sur les consciences.

Nous ferons une dernière remarque. Au point de vue historique et critique, on aurait aimé savoir, avant tout, jusqu'à quel point les récits de Crespin méritent confiance, et si l'on est en droit, en particulier, de les prendre comme base pour évaluer le nombre des protestants mis à mort dans les pays catholiques. C'est là un aspect du problème que nos auteurs, pour des raisons qu'ils nous laissent deviner, n'ont pas abordé. On peut se demander, nous disent-ils, comment Crespin a pu se procurer, avec une telle abondance et une telle précision, non seulement le texte des interrogatoires et des procédures — on sait que les procès d'hérésie n'étaient pas publics — mais les lettres des martyrs à leurs amis, leurs confessions et leurs dernières paroles. Crespin n'indique pas ses sources ; on peut néanmoins démontrer qu'il retouche ordinairement les récits qu'il a entre les mains, qu'il les redresse, comme dit M. Piaget (qui ne lui ménage pas ses reproches à ce sujet), allongeant certaines dispositions, enrichissant de textes scripturaires et de dissertations théologiques les lettres des condamnés enfermés en prison et accumulant dans leurs écrits les références savantes. Les auteurs, à deux reprises (pp. 8 et 65), nous parlent des « martyrs et des saints, pour la plupart imaginaires, de la *Légende dorée* » (il eût été plus exact de dire : récits en partie légendaires concernant des saints pour la plupart authentiques). Loin de nous, certes, la pensée de mettre sur le même plan, au point de vue de la certitude des récits qu'ils rapportent, Jacques de Voragine et Jean Crespin, la distance qui les sépare des faits qu'ils racontent suffisant, à elle seule, à créer entre les deux une notable différence, mais il serait certainement tout aussi inexact de les regarder, ainsi qu'on l'insinue, comme aux antipodes l'un de l'autre en ce qui concerne la manière dont ils conçoivent le rôle de l'historien.

L. Wæber.

Handbuch der Kirchengeschichte. Für Studierende, in Verbindung mit *Gerhard Ficker, Heinrich Hermelink, Hans Leube, Wilhelm Maurer, † Erwin Preuschen, Horst Stephan*, herausgegeben von *Gustav Krüger*.

Teil 3 : **Reformation und Gegenreformation.** 2. Auflage, in Verbindung mit Lic. *Wilhelm Maurer*, Privatdozent der Theologie in Marburg, neu bearbeitet von D. Dr. *Heinrich Hermelink*, Professor der Theologie in Marburg. Tübingen, Mohr. 1931. 8°. XI-394 SS.

Das bekannte protestantische Handbuch der Kirchengeschichte behandelt hier die Zeit der Glaubensspaltung, eingeteilt in drei Abschnitte : I. Vom Mittelalter zur Reformation (1450–1517) ; II. Die Reformation (1517 bis zirka 1560) ; III. Die Gegenreformation und die Orthodoxie von 1560 bis 1689. Während der letzte Abschnitt von W. Maurer neu bearbeitet wurde, übernahm das für die vorhergehenden H. Hermelink. Dieser hat insbesondere den zweiten Abschnitt « überall eingehender Durchsicht unterzogen » und deutlich prägt sich in der neuen Auflage seine ruhige Denkweise aus, die, konfessioneller Polemik innerlich abhold, danach strebt, im Streite der Geister die geschichtliche Entwicklung objektiv festzustellen und allen, die dazu mithelfen, die Hand zu reichen. Es ist

ihm vielleicht schwer gefallen, daß er sich dabei in das herkömmliche Schema dieses Handbuches einpressen lassen mußte. Denn statt « Kirchengeschichte » hätte der Titel « Religionsgeschichte » wohl besser dem Standpunkt der Verfasser entsprochen. Mit besonderer Vorliebe werden die religiösen Individualisten behandelt, und bei der Charakteristik des Täuferniums findet sich der Satz: « Nicht durch neue Gedanken und eine originale weitherzige Frömmigkeit, wohl aber durch den lebendigen Protest gegen die Uniformierung des Staatskirchentums hat das Täufernium seine geschichtliche Aufgabe erfüllt und die evangelische Wahrheit vertreten, daß Gott auf mancherlei Weise in den Herzen der Menschen redet » (S. 149). So wird auch der jetzt viel beachtete italienische Humanist Acontius in den Vordergrund gestellt als einer, « der durch die Reformation hindurchgegangen, unter dem Eindruck der furchtbaren Glaubenskämpfe in Frankreich in seinen *Stratagemata Satanae* (1565) über die Zerrissenheit und den Glaubenskampf der Reformationskirchen zum ethisch-geistigen Gehalt der Bibel und damit zum Wesen des Christentums durchzudringen wagt und so den Weg zur Aufklärung weist » (S. 218). Die neuen Kräfte, die hervortreten, « werden in den Anfängen des Pietismus, im Jansenismus, Quietismus und im Quäkertum erblickt, in dem Drang nach individueller Ausgestaltung der Frömmigkeit: von hier aus wird die Mannigfaltigkeit und die Einheit moderner christlicher Frömmigkeit verständlich » (S. 372). In diese Auffassung wird Luther eingestellt, indem versucht wird, zwischen Troeltsch, der Luther noch dem Mittelalter zurechnen wollte, und der mit K. Holl einsetzenden « Lutherrenaissance » eine Mittellinie einzuhalten, die etwa in dem Satze (S. 237) gipfelt: « Es ist kein Zweifel, daß der Calvinismus und die Gegenreformation, ebenso wie das mittelalterliche Kirchentum im Vergleich zum Luthertum viel unmittelbarer das öffentliche Leben gestaltet und eine direkt kirchliche Kultur hervorgebracht haben. Es ist aber ebensowenig zweifelhaft, daß Luther mittelbar durch Selbstbeschränkung auf das rein Religiöse und durch eine Reinigung und Klärung der ethischen Beziehungen der Menschen unter einander trotz aller Sprödigkeit gegenüber der Kultur die allerstärksten Anregungen gegeben hat für den selbständigen Verlauf der kulturellen Entwicklung seines Volkes, wie auch des ganzen europäischen Abendlandes. Luthers Größe und des Luthertums Eigenart ist die in der Rechtfertigungslehre zum Ausdruck kommende Selbstbesinnung auf die gegen den Pharisäismus und jegliche Art von Selbstgerechtigkeit gerichtete, individuell persönliche Eigenart der christlichen Religion. » Dabei wird aber die von Max Weber mit mannigfachem Beifall verfochtene Verbindung des Calvinismus mit dem « Geist des Capitalismus » unter guter Begründung stark abgeschwächt, da dieser Geist, « d. h. der rechnerische Schluß von der Profitlichkeit auf die Tatsache der Praedestination, erst spät (nach zirka 1660) bei einzelnen Erscheinungen, namentlich des englischen Puritanismus nachzuweisen » sei, und auch die von Troeltsch betonte Bedeutung des Calvinismus für die politische Ethik wird auf die Puritaner eingeschränkt (S. 242 f.).

So wie der Blick stets auf die Zukunft gerichtet ist, fehlt es auch nicht am Rückblick auf die vorhergehende Zeit. Daran liegt Hermelink besonders

viel, der deshalb diesen Teil des Handbuches schon mit 1450 begonnen hat. Daß er die Forschung über das Mittelalter gut kennt, hatte er schon bei der neuen Bearbeitung des zweiten Bandes gezeigt. So ist er sich auch bewußt worden, daß die seit Ranke festgewurzelte Periodisierung mit den Schlagworten « Reformation » und « Gegenreformation », « zu einseitig » ist (S. 7, 10). Der Sinn, der ihr unterliegt, ist in der Tat, daß die kirchliche Reform erst lange nachdem Luther, Zwingli und Calvin vorangegangen, in der katholischen Kirche angefangen habe. Es ist ganz richtig, wenn Hermelink demgegenüber darauf hinweist, daß schon seit dem Konzil von Vienne 1311/12 in der katholischen Kirche die Reformfrage im Vordergrund steht (S. 11). Er sagt S. 222 ebenso richtig: « Die Gegenreformation ist von Spanien ausgegangen » und beginnt die Aufzählung ihrer Träger mit Garcia de Cisneros († 1510). Er kennt auch die Wurzeln, die mit dem Oratorium der göttlichen Liebe in Italien seit dem letzten Jahrzehnte des XV. Jahrhunderts gelegt wurden, und Berthold Pürstinger, Bischof von Chiemsee, den Verfasser des « Onus ecclesiae » nennt er « einen der Väter des Restaurationskatholizismus » S. 53. Wäre es da nicht an der Zeit, die schematische Periodisierung « Reformation » und « Gegenreformation » überhaupt aufzugeben ?

Man könnte meinen, daß mit Hermelink eine solche Verständigung über objektive Geschichtsbetrachtung nicht ganz ausgeschlossen wäre, denn als regelmässiger Berichterstatter über den Katholizismus der Gegenwart in der « Christlichen Welt » zeigte er, daß er katholischen Stimmen Beachtung schenkt. Auch in der Einleitung des vorliegenden Bandes, die über den Stand der Forschung handelt, weiss er zu würdigen, daß durch die Beteiligung der Katholiken mancher Fortschritt erzielt worden ist, wenngleich einige damit verbundene Abkanzelungen atavistisch anzusehen sind. Janssen wird « pamphletistische Verderbtheit », Denifle seine « grobklötzige, zugleich schulmeisterliche Manier », Grisar eine « vielfach psychopathische Erklärung des Abfalls des Ketzers von der Kirche » vorgeworfen. Aber die von Greving begründeten Unternehmungen des « Corpus Catholicorum » und der « Reformationsgeschichtlichen Studien und Texte » begrüßt er als Mithilfe an der objektiven Geschichtsforschung. Er erkennt namentlich an, daß durch die katholische Mitarbeit die Zeit des ausgehenden Mittelalters und der spätere Kampf zwischen den beiden Konfessionen « viel gewonnen hat. » So sieht auch das Bild, das er über die Zeit vor der Glaubensspaltung bietet, ganz anders aus, als es vor Janssen von den Protestanten dargeboten wurde. Wir lesen bei ihm S. 24, daß im ausgehenden Mittelalter Italien und Deutschland sich in « glänzend aufsteigender Entwicklung des gesamten Kulturlebens befanden », und « die städtische Kultur als ein Höhepunkt auch des religiös-ethischen Lebens im Mittelalter erscheint » (S. 26). Das wird noch näher ausgeführt S. 32: « Die Merkmale des Aufschwunges sind: nimmermüde Reformstimmung, die, von charaktervollen Bußpredigern getragen, in den Mönchsorden am längsten anhält, weitgehende kirchliche Versorgung des Volks, die in Vermehrung der Pfründen und der gottesdienstlichen Akte sich nicht genug tun kann; allseitiges Streben nach religiöser Selbsttätigkeit, wobei

die Liebestätigkeit und das Bruderschaftswesen der katholischen Kirche eine klassische Blütezeit erleben und eine Füllung der Volksseele mit religiösen Motiven und Quietiven aus allen Zeitaltern und Höhenlagen der Frömmigkeit.» Im weiteren Verlaufe der Darstellung hat man ja viel Anlaß zu grundsätzlichem Widerspruch, es kränkt auch gelegentlich noch unnötig ein Ausdruck wie «der ultramontane Vorwurf», daß die Reformation lediglich dem Egoismus einzelner Fürsten den Sieg verdanke (S. 97); aber man vernimmt dazwischen gern manches Wort, das offene Anerkennung oder Preisgabe bitter verfochtener Vorwürfe bedeutet. Es wird anerkannt, daß die Jesuiten sich für die humane Behandlung und Seßhaftmachung der Indianer große Verdienste erwarben (S. 231), daß die seit 1587 in Japan ausgebrochene Christenverfolgung «eine heldenhafte Bevölkerung traf und, von calvinistischen Mynheers aus Handelsinteresse geschürt, weit mehr Opfer dahinraffte, als je von den alten Christenverfolgungen betroffen worden waren» (S. 254). Die Fabel von dem Mordbrenner Tilly in Magdeburg wird preisgegeben (S. 299), wie auch die Abfassung der «Monita secreta» durch die Jesuitenobern (S. 312). Die Wirksamkeit des hl. Vincenz v. Paul wird S. 311 «einfach grossartig», Innocenz XI (S. 367), «einer der besten Päpste» genannt.

Noch ein Wort über die äußere Form des Bandes. Daß ein «Handbuch», das zum Studieren bestimmt ist, keine leichte Lektüre bietet, weiß man im voraus. Hier wird der angestrebte Zweck mit der Teilung des Stoffes in Hauptteile und Anmerkungen aber wohl übertrieben. In dem Hauptteil sind die oft schulgemäß in Nummern angebotenen Zusammenfassungen mitunter so abstrakt, daß sie ohne Einzelheiten schwer verständlich sind und wie zum Auswendiglernen bestimmt erscheinen. In den Anmerkungen ist der Text andererseits mit den in deutschen Lettern gedruckten fremdsprachigen Stellen, den vielen eckigen und gebogenen Klammern für die Augen sehr ermüdend. Dem Forscher sind die mit ausgezeichneter Genauigkeit angeführten Einzelheiten sicher sehr wertvoll. Wird aber den Studierenden damit nicht zuviel zugemutet? Dasselbe gilt für die an sich mit höchst lobenswerter Vollständigkeit gearbeiteten Bibliographien. Für den Studierenden ist da ein Uebermaß vorhanden, in dem er sich schwer zurechtfindet, und es bleiben doch immer noch manche Desiderata übrig. Ich vermißte z. B. die leider in Folge des Todes unvollendet gebliebene schweizerische Reformationsgeschichte des Luzerner-Chorherrn B. Fleischlin (Stans 1907 ff.); ferner J. Puryckis, Die Glaubensspaltung in Litauen (Diss. Freib. Schweiz 1919); H. Humbert-Claude, Erasme et Luther (Paris 1909). Wäre neben dem Personenregister (in dem Meiderlin, S. 318, fehlt) nicht mindestens ein Sachregister noch erwünscht gewesen?

G. Schnüver.

Teil 4: **Die Neuzeit.** Zweite neubearbeitete Auflage von Dr. *Horst Stephan*, Professor in Leipzig, und Dr. *Hans Leube*, Professor in Breslau. 1931, XII, 471 S. Gr. 8°. M. 17.—; in Ganzleinwand geb. M. 19.—.

Es ist ein stattlicher Band, der hier vorliegt. Die Bearbeiter entledigten sich ihrer schweren Aufgabe mit Sachkunde, Sachlichkeit und mit einer

sichtlichen Hingabe an den Gegenstand, der ihnen Herzenssache ist. Die neuzeitliche Kirchengeschichte bedurfte einer weitgehenden Neubearbeitung. Wenn der Herausgeber und die Bearbeiter diesen Satz an die Spitze dieser Neubearbeitung gestellt haben, so folgen sie derselben Erkenntnis, die auch auf katholischer Seite den Anlaß zur völligen Umbearbeitung des Hergenrötherschen Handbuchs der Kirchengeschichte gegeben hat. Man war auf katholischer Seite sogar noch weitherziger insofern, als den Bearbeitern der einzelnen Perioden freigegeben wurde, den Rahmen Hergenröthers ganz zu sprengen und statt des Handbuchs ein modern gehaltenes Lesebuch für den Gebildeten zu schaffen. Inzwischen sind nämlich die Lehrbücher zum Gebrauch für das akademische Studium mit dem bibliographischen Apparat derart angewachsen, daß Handbücher, die lediglich diesen Apparat noch vermehrt bringen, ohne die Forschung in der Darstellung zu berücksichtigen, eigentlich zwecklos sind.

An dieser protestantischen Kirchengeschichte zeigt sich von neuem, wie verschieden die Perspektiven sind, mit denen katholische und protestantische Historiker an die Geschichte ihres Bekenntnisses herantreten. Für den katholischen Historiker ist seine Kirche der « Rocher de bronze », an dem die Sturmfluten der Tagesmeinungen und Revolutionen, welcher Art sie auch seien, sich brechen. Wenn es zu Abbröckelungen kommt, so wird aber dadurch nie die Substanz der Kirche berührt. So sieht er in der Kirche den ruhenden Pol in der Erscheinungen Flucht. Anders der protestantische Kirchenhistoriker, der sich zur Feststellung verpflichtet sieht, daß die kulturelle Wandlung in der Neuzeit den Protestantismus unvergleichlich tiefer erfaßt habe, als den Katholizismus, da er aus inneren wie aus äußeren Gründen keinerlei Grenzschutz gegenüberstellen konnte und durch wachsende Zerspaltung gehindert war, sie mit gesammelter Kraft zu bearbeiten. So sei er als « Neuprotestantismus » das eigentliche Schlachtfeld des Kampfes zwischen Christentum und moderner Kultur geworden. Weil die einheitliche Führung fehle, entstehe eine kirchliche Verwirrung, die auf den ersten Blick das Ende zu bedeuten scheint. Daß der Protestantismus gleichwohl mit verstärkter Rüstung den kommenden Entscheidungskämpfen entgegengehe, wofür seine neue kirchliche Formung und das wachsende protestantische Gemeinbewußtsein spreche, ist eine Hoffnung, die weithin die protestantische Welt erfüllt. Auch die beiden Verfasser lassen ihre Betrachtung in diese Erwartung ausklingen.

Den Beginn der Neuesten Zeit setzen die Bearbeiter in das Jahr 1689, weil um diese Zeit eine neues Staatensystem eingesetzt habe. Wir halten lieber am Westfälischen Frieden als dem Ausgangspunkt der Neuesten Zeit fest. Der Westfälische Friede hat ein neues Staatensystem geschaffen, zugleich aber auch den Glaubensstaat völkerrechtlich festgelegt. Theoretisch wurde dieser Staat in der Folge berannt, bis die französische Revolution ihn grundsätzlich preisgab und damit jene entscheidende Phase der Geschichte eröffnete, die den paritätischen Staat an die Oberfläche trieb. Der ihn durchsetzte, war der Erbe und Vollzieher der Revolution : Napoleon Bonaparte. Die von Rom gewünschte Festlegung des katholischen Glaubens als Staatsreligion in Frankreich lehnte er ab. Ausdrücklich verpflichtete

er die Rheinbundfürsten auf strikte Gewährung und Einhaltung der Parität in ihren Staaten. Somit beginnt der jüngste Abschnitt der Neuesten Zeit mit dem Jahre 1801, also mit jenem Jahre, das die Bahn für den modernen paritätischen Staat mit all seinen Freiheiten und Unarten frei machte. Daneben bedeutet das Werk des Wiener Kongresses eigentlich recht wenig.

Die Darstellung ist sichtlich bemüht, sachlich auch in den Dingen zu bleiben, die verschieden deutungsfähig sind. Was jedoch unter « kirchenpolitischen Machtkämpfen » in Deutschland bis zum Jahre 1848 vorgetragen wird, wird der Katholik lieber unter dem Stichwort « Selbstbehauptung des Katholizismus » wiedergeben. Die kirchliche « Aufklärung im katholischen Deutschland » entspricht jedoch in keiner Weise dem derzeitigen Stand der Forschung. Es genügt nicht, die Kontroverse zwischen Seb. Merkle und seinen Gegnern einfach anzuführen. Zum mindesten müßte ein Hinweis gegeben werden, daß seither die landläufige katholische Auffassung über die kirchliche Aufklärung in der Revision begriffen ist und daß die sachliche katholische Geschichtsschreibung ringt, die Gradunterschiede in der Aufklärung geziemend hervortreten zu lassen. Völlig gar « als Beispiel der alten katholischen Auffassung der Aufklärung » neben: *Heinrich Brück*, Die rationalistischen Bestrebungen im katholischen Deutschland, 1865, noch *A. Ehrhard*, Der Katholizismus und das XX. Jahrhundert im Lichte der kirchlichen Entwicklung, 1902, zu zitieren, ist unfaßlich (dazu vgl. S. 303 ff.). Die katholische Geschichtsschreibung — ich verweise auf meine eigene Kirchengeschichte der Neuzeit — verzeichnet ferner korrekt die Bestrebungen auf protestantischer Seite, die zwischen Aufklärung und Aufklärung geschieden wissen wollen. Unsere Haltung wird zur Nachahmung empfohlen.

Im übrigen wird der Benützer dieses Handbuches auf seine Rechnung kommen. Es unterrichtet gut über ein Zeitalter, das durch ein Labyrinth von Meinungen und Ideen und durch eine Kette von Kämpfen führt. Die große Linienführung ist dem Charakter des Handbuchs entsprechend, das mit großen und kleinen Abschnitten und darum mit Groß- und Kleindruck arbeitet, allerdings verwischt.

Freiburg. i. Br.

Veit.

Dr. K. Fry. Giovanni Ant. Volpe. Seine erste Nunziatur in der Schweiz 1560–64. (Freiburger Veröffentlichungen aus dem Gebiete von Kirche und Staat, herausg. von Prof. Dr. jur. Ulrich Lampert, Bd. 1.) Freiburg i. Schw. 1931. 8° xxxii-255 SS.

Die Arbeit von K. Fry ist als Dissertation ausgearbeitet worden, wächst aber in ihrer Bedeutung auch über gute Arbeiten dieser Art weit hinaus. Es kam dem Verfasser wohl zustatten, daß er, von nicht gewöhnlichem Glück begünstigt, die Korrespondenz dieses Nuntius im Museo Civico zu Como, die bisher als verschollen galt, aufgefunden hat. Dies gibt dem Verfasser von vornherein eine Überlegenheit gegenüber älteren Autoren, besonders in der Darstellung des äußern chronologischen Verlaufs der Nunziatur, die K. Fry reichlich ausnützt, fast allzu reichlich. (Vgl. Einleitung xxii ff. Die Ausführungen sind hier entschieden zu breit.)

Zunächst entwirft der Verfasser ein lebensvolles Bild von der Persönlichkeit Volpes, seiner Bildung und seinen freundschaftlichen Beziehungen, wobei auch die politische Bedeutung Comos, der Heimat Volpes, gut betont wird (p. 3-26). Wie alle Nunziaturen, zeigt auch diese ein Doppeltgesicht, ein politisches und ein kirchliches, wobei die Gesichtszüge sehr oft ineinander übergehen. Nach Darstellung des äußern Verlaufes der ersten Nunziatur (26-43), geht K. Fry über auf die Behandlung der Geschäftsaufträge Volpes (45-198), den Hauptteil des Buches.

Schon der Glarnerhandel (45-63) deckt den Gewinn, den die politische und die Kirchengeschichte der Schweiz aus dieser Darstellung ziehen kann, sehr gut auf. Das Verdienst, daß, bei der größten Spannung in der Eidgenossenschaft, ein Krieg schließlich doch verhindert werden konnte, kann K. Fry mit unwiderleglichen Gründen für die römische Kurie buchen. Freilich liegt das Motiv der kurialen Haltung in eigenen Interessen. Es ist der Gedanke an das Konzil, das nur durch den Frieden gerettet werden kann. Das Mittel des Druckes den draufgängerischen Orten gegenüber, ist ein Depositum von 20,000 Skudi zu Gunsten der V Orte, das indessen von Rom keineswegs bedingungslos aus den Händen gegeben worden ist. Die zweite vorwiegend politische Angelegenheit, in welcher der Nuntius eine wichtige Rolle gespielt hat, greift auf das Feld förmlich internationaler Politik über. Es sind das Bündnis der katholischen Orte mit Savoyen, zugleich aber auch die Verhandlungen Berns mit Savoyen über territoriale Anstände (63-87). Daß hier der Nunzius nicht durchgreifend arbeiten konnte, ist verständlich, weil hier Frankreich in starkem Maße die Verhältnisse bestimmt.

Von besonderem Interesse sind nun die vorwiegend kirchlichen Charakter tragenden Geschäfte des Nuntius. Einmal die Vorgänge, die sich um die Wahl des sattsam bekannten Mark Sittichs von Hohenems zum Bischof von Konstanz abgespielt haben. Es ist eine wirkungsvolle Steigerung zum Vorhergehenden, die noch betont wird durch die rückhaltlose Beurteilung der Ereignisse und der Personen durch den Verfasser. Man wird nicht sagen können, daß K. Fry die Dinge unrichtig sieht, auch wenn sein Urteil zuweilen wahrer Schärfe nicht entbehrt. Daß die Verhandlungen um ein schweizerisches Titularbistum zu keinem positiven Ergebnis geführt haben, liegt, wie K. Fry vielleicht noch deutlicher hätte hervorheben können, im individualistischen Charakter der eidgenössischen Orte begründet. Menschliche Kleinlichkeiten um Geld- und Personenfragen zeigen sich schon hier in bedeutendem Maße, ziehen sich aber durch den ganzen Verlauf der Nunziatur hindurch.

Am wichtigsten dürfte wohl das über das Tridentinum Gesagte sein. Man kann dieses Kapitel wohl als den Höhepunkt des Ganzen betrachten. Wie seltsam mutet es an, die Irrungen zu verfolgen, die notwendig waren, um alles Mißtrauen dem Konzil gegenüber zu zerstreuen und das Vertrauen an ein Gelingen herzustellen, wenn man zugleich bedenkt, wie jahrelang der Konzilsgedanke im Streit für und wider den alten Glauben eine wichtige Rolle spielen konnte. Und ist nicht darin ein Zeichen zu sehen, wie entwertet der Konzilsgedanke im Bewußtsein des Volkes war, nachdem man

so lange vergeblich auf seine Durchführung gewartet hatte? (Eine kurze Untersuchung über die Rolle des Konzilsgedankens vor dem Konzil wäre für die schweizerische Kirchengeschichte gewiß von großem Interesse.) So versteht man vielleicht den Klage- und Anklagebrief der katholischen Orte an das Konzil weit besser, so wird man diese Tat nicht bloß, wie K. Fry p. 145, als « den Gipfel der Unverfrorenheit » betrachten, sondern in ihm auch etwas von jener kräftigen und glaubensbesonnenen Haltung sehen, die einst die Orte auf den Plan gerufen hatte, als die « Hirten » noch schliefen.

Den Abschluß des zweiten Teiles bilden wieder zwei politische Geschäftsaufträge, die Gesandtschaft Joh. Zumbunnens nach Rom und die Verhandlungen über ein Bündnis der katholischen Orte mit Pius IV. (160-198). Im letzten Abschnitt behandelt K. Fry in darstellerisch ausgezeichneter Form, die auch sonst keineswegs fehlt, das Verhältnis Volpes zu Land und Leuten (198-218). Als Beilagen gibt er eine Satyre Volpes an Hieronymus Dandinus, Bischof zu Imola, ein Verzeichnis der Ausgaben und Geschenke an die schweizerischen Hauptleute und Mannschaften im Dienste Papst Paul IV. vom Jahre 1557 und endlich eine vertrauliche Instruktion für Nunzien in der Schweiz (219-38).

Gern würde man für das eine und andere eingehendere Belege finden, doch der Verfasser hoffte für die Darstellung die entsprechenden Akten gedruckt vorlegen zu können. Daß es nicht geschehen konnte, muß man besonders deswegen bedauern, weil K. Fry offenbar auch zahlreiche Literaturverweise, wie auch manche kritische Auseinandersetzungen, in die Akten aufgenommen hat. Bei einem Quellenmaterial wie dem vorliegenden wird man sich immerhin bewußt bleiben müssen, daß die Gefahr naheliegt, das persönliche Urteil des Nunziums zu seinem eigenen zu machen. Dies gilt vorab von Urteilen über Bildung, sittliche Zustände, Volkseigenschaften der Schweiz. K. Fry ist ihr vielleicht nicht immer entgangen. Über einiges mag man verschieden denken, so etwa, ob man die Entfernung und damit das lose Verhältnis der Innerschweiz vom Bistumssitz Konstanz stets als nachteilig beurteilen kann. U. E. hat gerade dieser Umstand eine dem alten Glauben günstige Bewegungs- und Handlungsfreiheit der innerschweizerischen Orte, auch in kirchenpolitischen Dingen, unmittelbar ermöglicht und damit die Spannungen mit den kirchlichen Gewalten in wichtiger Zeit, im Gegensatz zu andern Territorien, glücklich vermeiden lassen.

Als Ganzes muß man K. Frys Werk durchaus als eine ausgezeichnete Leistung ansprechen, die auch dem Herausgeber der neu erscheinenden « Freiburger Veröffentlichungen » alle Ehre macht.

O. Vasella.

Wolf Julius. Die römische Kaiserzeit. (7. Band der Geschichte der führenden Völker.) Freiburg i. Br. 1932. Herder. Broschiert 6.70 M., in Leinwand 8.50 M., in Halbfranz 10.80 M. 10 % Preisermäßigung bei Subskription auf das ganze Sammelwerk.

Wolf läßt die römische Kaiserzeit in drei Abschnitten vor unseren Augen abrollen: 1. von Augustus bis Diokletian, 2. von Diokletian bis Theodosius d. Gr., 3. von Theodosius bis Romulus Augustulus. Am Schluß

der verschiedenen Kapitel über den Verlauf der politischen Geschichte folgt jedesmal eine kurze Zusammenfassung der geistigen Strömungen jener Epochen. Den Abschluß des Ganzen bildet eine Betrachtung über die Gründe, die zum Zusammenbruch des römischen Reiches führten, und über das Erbe, das Rom hinterließ. Die Hauptprobleme, die Wolf mit seiner Darstellung verfolgt, scheinen uns folgende zu sein : einerseits der Kampf zwischen den verschiedenen Regierungsprinzipien, indem der eine Herrscher mehr zum augusteischen Prinzipat mit dem demokratischen Mäntelchen des *Primus inter pares* hinneigt, der andere mehr zur Idee des orientalischen Gottkönigtums, andererseits die Entwicklung des national-römischen Weltreiches mit der Vorherrschaft der westlichen Reichshälfte, vor allem der Stadt Rom, zum internationalen, universalen Weltreich. Diese beiden Probleme hat Wolf sehr gut herausgearbeitet. Aber wir glauben, daß eben die natürliche Entwicklung zur Gleichberechtigung der verschiedenen Reichsteile, die ja schon mit dem Bundesgenossenkrieg eingesetzt hatte, diese Koordination verschiedener Rassen unter Ausschaltung des Übergewichtes des typisch römischen Einflusses es unmöglich machte, das Riesenreich einheitlich zu regieren. Diese Entwicklung war der Grund, weshalb Diokletian das Reich teilte ; die Dezentralisation war eine notwendige Folge der Entwicklung. Und es ist nicht umgekehrt, wie Wolf meint (S. 270), daß erst die Reichsteilung die Unmöglichkeit der einheitlichen Regierung bewirkt hätte.

Die Regierungstätigkeit der einzelnen größeren Herrscher wird, wenn auch in kurzen, so doch in den wesentlichen Zügen klar gezeichnet, aber die Persönlichkeiten treten zu wenig plastisch hervor. Z. B. Augustus oder Tiberius oder Diokletian oder Julian stehen nur wie kühl berechnende Verwaltungsmaschinen vor uns, aber nicht wie lebende Wesen von Fleisch und Blut. Der Kreis der kaiserlichen Familienglieder wird kaum tangiert. Das Fehlen einer kräftigen Charakteristik der Personen fällt uns auch in den geistesgeschichtlichen Abschnitten auf, z. B. bei Augustinus. Das Blut der römischen Leidenschaft ist dem Verfasser nicht in die Feder geflossen. Die allgemeinen Ausführungen über das Christentum (S. 114 ff.) sind ganz interessant, aber wir haben mehr Wärme und Tiefe erwartet. S. 69 zu unterst heißt es : « *Man* glaubte endlich, die Schuldigen (am Brande Roms) in den Christen gefunden zu haben. » Wer ist dieser « *Man* » ? War Nero überzeugt von der Schuld der Christen ? Mit den Quellen zur frühbyzantinischen Geschichte, besonders zu den ersten Jahrzehnten des V. Jahrhunderts, haben wir uns seinerzeit auch beschäftigt, sind aber gegenüber der Kaiserin Pulcheria und Cyrill von Alexandrien zu einer viel sympathischeren Einstellung gekommen als Wolf (S. 238). Wir machen noch auf ein paar Druckfehler aufmerksam. S. 54, Zeile 8 von unten, soll es heißen 19, nicht 10 ; S. 56, Z. 16 von oben, Mutter, nicht Stiefmutter ; S. 242, Z. 10 von unten und S. 245, Z. 11 von oben, Eudokia, nicht Eudoxia.

Dem Buche sind 8 Tafeln mit photographischen Reproduktionen römischer Kunstwerke beigegeben. Das Kolosseum und der Titusbogen sind allerdings nicht von der wirkungsvollsten Seite aufgenommen. Die Vignette mit dem Konstantinsbogen ist bedeutend wertvoller.

Paul Hildebrand.

